



Chambre régionale des comptes
d'Île-de-France

Les budgets locaux dans la crise - Enquête des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes

*Présentation : Jean-Yves BERTUCCI – Président
de la chambre régionale des comptes d'Île-de-
France*

*Document réalisé avec le concours de Bernard
PERRAUD, Premier conseiller et traduit en anglais par
Marc SOLERY, Président de section*

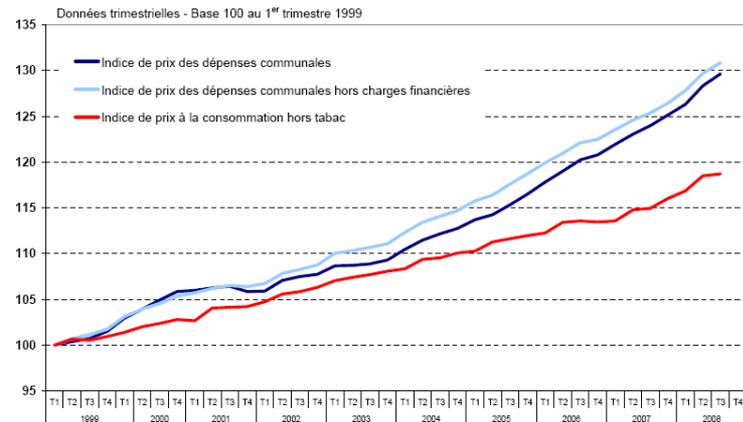
I - L'EVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL DES COLLECTIVITES LOCALES FRANCAISES

- Un déficit des administrations publiques centrales qui atteint 114 Mds€ en 2009
- Des résultats plutôt rassurants pour les administrations publiques locales (APUL) : réduction des déficits de 5,6 Mds€ en 2009

I - L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL DES COLLECTIVITES LOCALES FRANCAISES

Des éléments conjoncturels prégnants (1)

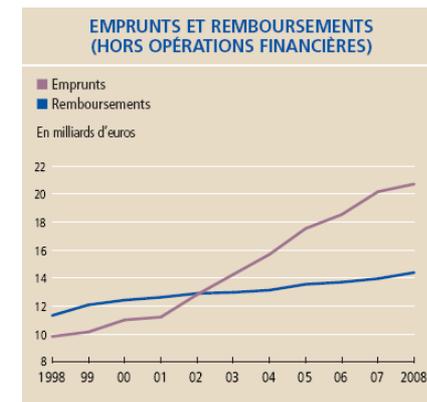
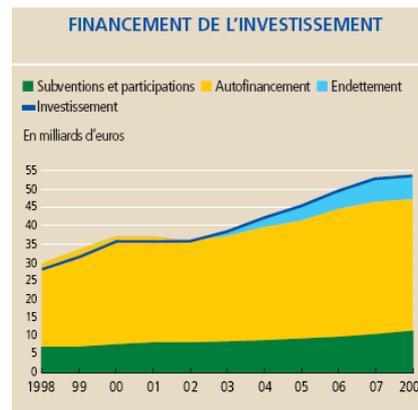
- L'évolution de l'indice des prix
- L'évolution du prix de l'énergie multiplié par 3,5 de 2004 à 2008
- L'évolution du coût de la construction multiplié par 1,4 de 2004 à 2008



I - L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE NATIONAL DES COLLECTIVITÉS LOCALES FRANÇAISES

Des éléments conjoncturels prégnants (1)

- L'évolution de la dette



- Un effet ciseau entre progression des charges et diminution des produits

II - LE DISPOSITIF DE L'ENQUETE ET LES OUTILS

Les objectifs de l'enquête

- Objet : analyser, au regard des premières manifestations de la crise, les réactions des collectivités locales françaises en termes financiers et budgétaires
- Une analyse essentiellement micro-économique mais qui repose sur un échantillon important et diversifié
- Qui s'appuie sur les données budgétaires et comptables les plus récentes récoltées auprès de chaque collectivité

II - LE DISPOSITIF DE L'ENQUETE ET LES OUTILS

Un échantillon relativement conséquent

- 19 chambres régionales ont participé à l'enquête
- 74 collectivités dans l' échantillon :
 - 4 régions
 - 22 départements
 - 8 EPCI
 - 39 communes
 - 1 CCAS

II - LE DISPOSITIF DE L'ENQUETE ET LES OUTILS

Un calendrier très réactif

- 1^{er} semestre 2009 : présentation de la note de cadrage au bureau de liaison de la Cour des comptes
- 2^{ème} semestre 2009 : préparation des outils d'aide aux contrôles
- 1^{er} semestre 2010 : ouverture des contrôles dans les chambres régionales des comptes et dépôt des rapports d'observations provisoires à fin juillet
- 2^{ème} semestre 2010 : dépôt des rapports d'observations définitives - Synthèse à partir des contrôles budgétaires 2009 et des observations 2010
- 1^{er} trimestre 2011 : publication au rapport public

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Une crise qui accentue les tendances antérieures (1)

- Les tendances antérieures restent prédominantes
 - Des effets sur les budgets locaux moindres que ceux initialement escomptés
 - Les collectivités locales françaises doivent équilibrer leurs budgets
 - Une progression des dépenses de fonctionnement inférieure à celle des années précédentes
 - Un ratio épargne de gestion/recettes de fonctionnement qui baisse de 30 % à 18 % en dix ans
 - Une structure de recettes relativement stable
 - Un produit fiscal stable
 - Malgré la réforme de la fiscalité locale

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Une crise qui accentue les tendances antérieures (2)

- Mais la crise a plus fortement impacté les départements
 - Un effet ciseau accentué
 - Du à une extension importante des compétences confiées aux départements
 - Une forte progression des dépenses sociales
 - Des recettes fortement impactées par le crise du marché immobilier – baisse des DMTO

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Une crise qui accentue les tendances antérieures (3)

- Des situations contrastées pour les autres collectivités
 - Les communes et les EPCI moins impactés que les départements
 - Une concurrence plus importante de la part des entreprises qui contribue à faire baisser le prix des marchés publics conclus
 - La réforme des collectivités locales fait évoluer les stratégies budgétaires pour 2010
 - Des perceptions et des effets très variés selon le contexte local y compris en ce qui concerne l'évolution des dépenses sociales

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Des réponses à la crise nombreuses et très variables selon les collectivités (1)

- Des stratégies de réaction nombreuses mais très variables selon les collectivités
 - 3 types de stratégies *a priori* attendues : contra-cycliques, vertueuses ou réduction de voilure
 - La plupart des collectivités empruntent aux trois types de stratégies
 - Les régions ont généralement mis en place des plans de relance
 - Les plans de relance spécifiques
 - Les effets d'aubaine du plan de relance national par le FCTVA
 - Un recentrage sur les stratégies de bases
 - Des mesures de maîtrise des charges, notamment des charges de fonctionnement
 - Un effet domino à craindre

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Des réponses à la crise nombreuses et très variables selon les collectivités (2)

- Les collectivités ne reviennent pas fondamentalement sur les tendances et les équilibres antérieurs
 - *La crise joue plus comme révélatrice que comme perturbatrice*
- Trois types de réactions
 - Des plans de sauvetage pour certaines collectivités en difficulté avant la crise
 - Certaines collectivités ne modifient pratiquement pas leurs stratégies
 - D'autres adaptent leurs prévisions budgétaires en cours d'exercice 2009 par le biais des budgets supplémentaires pour faire face à la baisse des DMTO
- Un usage très variable du levier fiscal :
 - Plutôt important pour les départements
 - Moindre pour les régions
- Pour 2010, certaines collectivités n'hésiteront pas à dégrader leurs ratios financiers

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Des inquiétudes substantielles pour l'avenir (1)

- Des incertitudes sur les équilibres financiers
 - Les conséquences de la compensation imparfaite du transfert des dépenses sociales
 - Des ressources transférées qui manquent de dynamisme
 - Des inquiétudes sur l'avenir des dotations de l'Etat
 - Les collectivités bénéficient des taux bas du marché de l'argent mais pour combien de temps ?
 - Des politiques d'investissement locales qui risquent de chuter sensiblement

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Des inquiétudes substantielles pour l'avenir (2)

- L'amenuisement des marges fiscales
 - De nombreuses collectivités (départements ou régions) s'inquiètent de la réduction de leurs marges fiscales
 - Les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sont encore incertaines
 - Une réforme qui garantit une ressource équivalente pour 2010 - Mais qu'en sera-t-il au-delà ?
 - Un risque de transfert de la pression fiscale sur les ménages

III - DES REACTIONS TRES DIVERSES QUI NE REMETTENT PAS EN CAUSE LES GRANDS EQUILIBRES

Redéfinir les règles budgétaires et comptables

- Améliorer l'information financière
 - Au niveau des assemblées délibérantes des collectivités (notamment en ce qui concerne la dette)
 - Au plan national, des *données financières publiées trop tardivement*
 - Améliorer les référentiels et harmoniser les outils d'analyse
- Réformer le cadre comptable et budgétaire
 - Clarifier les règles d'amortissement
 - Faire évoluer le régime des provisions
 - Faire évoluer la comptabilisation des éléments patrimoniaux